

Séminaire Managements et cultures d'entreprises

organisé en collaboration avec la Maison des sciences de l'homme et la chaire "Management multiculturel et performances de l'entreprise" (Renault-École polytechnique-HEC) et grâce aux parrains de l'École de Paris :

Algoé²
Alstom
ANRT
CEA
Chaire "management de l'innovation" de l'École polytechnique
Chaire "management multiculturel et performances de l'entreprise" (Renault-X-HEC)
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
CNES
Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts Comptables
Crédit Agricole SA
Danone
Deloitte
École des mines de Paris
ESCP Europe
Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme
Fondation Crédit Coopératif
Fondation Roger Godino
France Télécom
FVA Management
Groupe ESSEC
HRA Pharma
IBM
IDRH
IdVectoR¹
La Poste
Lafarge
Ministère de la Culture
Ministère de l'Industrie, direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services
OCP SA
Paris-Ile de France Capitale Economique
PSA Peugeot Citroën
Reims Management School
Renault
Saint-Gobain
Schneider Electric Industries
SNCF
Thales
Total
Ylios

¹ pour le séminaire
Ressources technologiques et innovation
² pour le séminaire Vie des affaires

(Liste au 1^{er} janvier 2012)

ENTREPRENEURS ET CAPITALISTES CHINOIS : QUI SONT-ILS ?

par

Yves CHEVRIER

Directeur d'études à l'EHESS
(École des hautes études en sciences sociales)

Séance du 17 octobre 2011

Compte rendu rédigé par Jean Béhue Guetteville

En bref

Le nouveau capitalisme chinois issu des réformes post-maoïstes est-il capitaliste ? On l'a dit confucianiste (cent ans après le jugement négatif de Max Weber), on découvre aujourd'hui qu'il est étatiste. Et que la mondialisation, loin de miner l'influence de l'État sur l'économie, la renforce. À distance des clichés identitaires et des catégories a priori, une analyse sociologique et historique décrypte ces paradoxes.

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse des comptes rendus ; les idées restent de la seule responsabilité de leurs auteurs.
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

EXPOSÉ d'Yves CHEVIER

Après avoir consacré les années 1980 à étudier les réformes économiques chinoises, j'ai poursuivi mes recherches en m'intéressant plus spécifiquement aux structures et aux concepts politiques de la Chine contemporaine. Cette longue expérience des textes et du terrain ne fait pas de moi un expert de la question des entrepreneurs et des capitalistes chinois qui nous intéresse aujourd'hui. Cependant elle nourrit sans doute une mise en perspective historique qui permet d'aller au-delà des lieux communs et des clichés qui circulent sur la Chine, et auxquels nous sommes en fait tous exposés. Et je pense que c'est là tout l'intérêt de la recherche, et de l'exercice historique en particulier, que de pouvoir dépasser les grands schémas a priori, pour construire avec patience une interprétation des faits qui éclaire le présent.

Les mystères de Pékin

En nous interrogeant sur le présent, nous constatons que le phénomène des entrepreneurs, des capitalistes et même du capitalisme chinois, est à la fois très visible et très mystérieux. Très visible puisque l'une des représentations de la Chine que nous évoquons le plus facilement est cette structure binaire, sinon schizophrène, dans laquelle un pouvoir communiste continue d'exister dans une société ouverte à la mondialisation et au capitalisme. On aurait donc cet attelage étrange et mystérieux entre capitalisme socio-économique et communisme en politique. Ce mystère, c'est également l'existence d'entreprises, d'une logique de profit, d'une dynamique d'insertion de la Chine dans l'économie mondiale, bref, d'un capitalisme chinois, mais parallèlement, une absence de capitalistes, ou du moins la grande difficulté à savoir qui ils sont.

Assez vite, on rejoint la conclusion à laquelle aboutit Marie-Claire Bergère dans *Capitalismes et capitalistes en Chine des origines à nos jours* : le déploiement des réformes post-maoïstes depuis les années 1990 a donné naissance à un capitalisme sans capitalistes. Un capitalisme qui, face à la mondialisation, a réussi à maintenir, voire à accroître, l'influence économique de l'État. Car contrairement à ce que l'on pourrait croire, le phénomène de libéralisation ne s'accompagne pas nécessairement d'une émancipation d'un vaste secteur privé. Autrement dit, libéralisme économique et libéralisme politique ne vont pas nécessairement de pair. Pour lever totalement cette illusion, on peut recourir aux statistiques, qui donnent des résultats tout à fait spectaculaires. Alors que l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) estime que la contribution du secteur privé à la valeur ajoutée était supérieure à 70 % en 2005, Huang Yasheng parvient à une proportion de peu inférieure à 40 %. On le voit : l'écart n'est pas négligeable. Il y a évidemment une progression du secteur privé, mais le phénomène de privatisation des entreprises publiques prend, lui, une autre perspective. Loin d'avoir été synonyme d'une rupture avec l'État, il a plutôt manifesté la continuité de l'action des gouvernements locaux, provinciaux et centraux, sous des formes de propriété et des configurations juridiques nouvelles. Ce qui est important, c'est donc de comprendre comment la part de l'État a réussi à se maintenir et même à progresser à la faveur de la disparition de la planification publique et de l'émergence de la mondialisation.

Les capitalistes absents du dictionnaire

Avant tout, il faut noter qu'en Chine le mot *capitaliste* n'est pas officiel. Autant le mot *capitalisme* appartient à l'infrastructure du langage officiel, c'est-à-dire au vocabulaire marxiste et léniniste, autant on évite avec soin de parler de capitalistes pour utiliser de préférence les termes *entrepreneurs* ou *élites*. Il ne vous a d'ailleurs pas échappé que, dans un passé assez récent, les dirigeants chinois ont franchi un très grand pas dans le changement de la forme politique du communisme. Alors que le Parti communiste chinois s'était construit à l'image d'un parti politique à l'avant-garde de la lutte des classes et de la révolution, Jiang Zemin, le précédent n°1 chinois, a entériné une profonde rupture idéologique, en se référant à

la théorie des trois représentations. Le parti communiste ne dirige plus un peuple révolutionnaire, il représente la nation chinoise toute entière. Et au titre de ses trois représentativités, il représente d'abord les nouvelles élites : ce sont bien entendu les artistes et les scientifiques, mais également les hommes d'affaires, ceux que l'on nomme entrepreneurs. Le choix du mot est significatif car il nous fait bien comprendre que l'on est sorti de la perspective de la lutte des classes.

Absent du langage officiel, le terme capitaliste ne se retrouve pas plus dans la littérature produite, en Orient ou en Occident, sur la Chine. Lorsque l'on s'intéresse au système économique de ce pays, on a en effet coutume de parler de bureaucratie entrepreneuriale ou encore d'État entrepreneurial. Souvent, on en fait mention pour mettre en évidence le phénomène de corruption qui règne en toile de fond, et pour désigner ce qui paraît être une plouto-bureaucratie. À ce stade, il nous faut expliquer comment le capitalisme a su se développer, sans que n'émerge une bourgeoisie.

Sur les traces d'un capitalisme sinisé

Pour mieux comprendre la Chine, on a souvent recours à cette fameuse version économique de son identité culturelle. Un voyage dans l'histoire des interprétations de cette identité à la fois unique et mystérieuse aboutit pourtant à des conclusions différenciées. Pour Max Weber, qui s'intéressa à la question du capitalisme et de la modernité sociopolitique au début du XX^e siècle, l'existence de capitalistes chinois ne faisait aucun doute. Il savait en effet, par l'intermédiaire des témoignages et des observations des missionnaires jésuites, relayés au XIX^e siècle par les diplomates et les militaires, qu'il existait en Chine des comptoirs marchands et des commerçants florissants. Mais, pour lui, il s'agissait davantage de "capitalistes boutiquiers" que de véritables capitalistes, animés par l'individualisme et l'esprit d'entreprise. Si une forme de capitalisme put émerger en Chine sans que l'idéal-type du capitaliste n'apparaisse c'est que, selon lui, l'éthique confucianiste ne jouait pas le même rôle de transformation sociale et politique que l'éthique protestante. Faisant sens par rapport à son modèle, son explication permettait ainsi de mieux comprendre l'absence de la *city*, un sens moderne, juridique et démocratique qu'il donnait à ce terme, sans qu'il soit besoin de postuler une stagnation socioéconomique, comme Marx avait dû le faire avec le « *mode de production asiatique* », et comme d'autres auteurs le postuleraient à nouveau en invoquant le caractère étouffant de la bureaucratie.

Ce n'est qu'à partir des années 1980 que l'on a repris l'argument de l'identité culturelle pour établir l'existence d'un capitalisme *sui generis* en Asie, et dans le monde sinisé en général. Un peu partout en Occident, au Japon, et puis en Chine, on en est venu à l'idée qu'il pouvait exister une voie de développement spécifique qui explique pourquoi existe en Chine un capitalisme sans capitalistes. Aussitôt, on pense au livre du grand sinologue français, Léon Vandermeersch, publié en 1986, *Le nouveau Monde sinisé*. Pour cet auteur, le point commun entre la Chine et quelques autres pays qui, à l'image de la Corée ou encore du Japon, ont subi l'influence de la civilisation chinoise, ce n'est pas le caractère groupusculaire, foisonnant et quelque peu désordonné d'un capitalisme boutiquier qui caractérise l'émergence de la nouvelle Asie, c'est la congruence entre la modernisation respectueuse de la tradition ritualiste et l'essor d'un capitalisme ordonné par cette tradition. Au point de rencontre entre les lignes de force sociomentalles et économiques, l'État apparaît comme "l'horizon naturel" de ce capitalisme. Incarnant les principes de responsabilité sociale et de discipline, les représentants de l'action publique sont également les vrais détenteurs de l'esprit d'entreprise. C'est pourquoi, conclut l'auteur, il convient bien d'affirmer l'existence d'une forme de capitalisme propre à l'Asie au sein d'un modèle social spécifique. Et une forme de capitalisme qui est peut-être même plus efficace qu'une autre en raison de la solidité de ce modèle. Les relations entre la sphère économique et la sphère politique ne sont peut-être pas idéales à ce point, comme devait le montrer la crise asiatique de la fin des années 1990, mais il est vrai que les économies frappées de plein fouet ont surmonté les désordres internes comme la spéculation.

L'exemple asiatique a permis de redécouvrir le rôle de l'Etat. Alors que l'intervention publique est souvent accusée d'étouffer l'activité économique, elle devient sous ce nouveau jour facteur de stimulation et de régulation. Ayant réussi à s'imposer sans que l'éthique protestante chère à Weber ne joue son rôle, ce capitalisme d'État est parvenu à opposer à l'individualisme occidental les valeurs de solidarité sociale. Et cela, sans que ne se mette en place un État keynésien, de type *Welfare State*, qui constitue aujourd'hui pour nous la source principale de l'endettement public. Contrairement à ce qui se passe chez nous, on aurait donc en Asie une sorte d'harmonie préétablie entre les acteurs, qui court-circuiterait les capitalistes pour remettre les destinées du capitalisme entre les mains de l'État.

Quand bureaucratie rime avec développement économique

Pour ma part, je ne pense pas que la situation actuelle d'un capitalisme sans capitalistes puisse s'expliquer par des présupposés culturels ou identitaires. Je pense que c'est le résultat d'une histoire de longue durée, mais aussi d'une histoire immédiate. Dans un premier temps, je propose de reconstituer quelques jalons essentiels de l'histoire du capitalisme chinois. Puis, je m'attarderai sur les réformes qui ont eu lieu depuis les années 1980, en m'intéressant spécialement aux politiques économiques des années 1990, qui marquent la relance des réformes par Deng Xiaoping après la crise de Tian'anmen (en 1989), et expliquent en grande partie la configuration actuelle de l'économie chinoise.

Une fois l'a priori culturel laissé de côté, il s'agit de mieux comprendre le rôle de l'État dans le développement de la Chine. Quand on pense à ce pays, l'omniprésence du pouvoir politique nous vient aussitôt à l'esprit, et c'est pour imaginer un État monarchique ou bureaucratique qui écraserait de toute son autorité la vie économique. Un autre éclairage nous est offert par le sinologue Étienne Balazs, auteur de *La bureaucratie céleste*. Spécialiste de l'époque des Song (X-XII^e siècle), il nous montre que l'apparition au Moyen Âge de phénomènes caractéristiques de l'essor d'une économie commerciale, comme les phénomènes d'accumulation, de spécialisation, d'urbanisation, coïncide aussi avec l'essor de l'État bureaucratique chinois. S'appuyant sur l'étude longue et patiente des lignages marchands, il ne sépare pas la sphère étatique de la sphère économique, comme Weber et tant d'autres. Il nous amène à voir un modèle où l'État aurait laissé se développer une sorte de proto-capitalisme, pour mieux récupérer les énergies en train de mettre en place les éléments d'un capitalisme. Tout se passe comme si, loin d'avoir étouffé les initiatives, les lettrés avaient su habilement capter les générations naissantes de capitalistes, pour les assimiler et en faire la force vive d'une classe bureaucratique et d'un État toujours plus puissants.

Il nous faut considérer comment le marxisme, dans son développement historique, réinterpréta ces modèles afin de donner une autre explication historique à l'absence d'essor d'une classe capitaliste en Chine. Au départ, comme nous l'avons vu, la Chine est, comme l'Inde que Karl Marx étudia plus spécifiquement, l'incarnation du mode de production asiatique. Dans ce modèle, qui est une sorte de version matérialiste du despotisme oriental de certains des philosophes du XVIII^e siècle (comme Montesquieu), le véritable antagonisme n'est pas entre classes dominantes et dominées. Il est plutôt entre la société et l'État. Car l'État n'est pas une superstructure comme dans les autres modes de production que décrit Marx, il est lui-même un agent direct de la lutte des classes. Un agent qui a la propriété de geler le développement économique puisqu'aucune dialectique n'anime les classes sociales. Cette théorie fut ensuite délaissée par Marx et supplantée par celle de l'impérialisme. Dans l'interprétation de Lénine, l'atrophie de la formation sociale moderne des sociétés colonisées pouvait leur valoir, sous certaines conditions conjoncturelles, un surcroît de capacité révolutionnaire. En ce sens, les capitalistes dominés par l'impérialisme (dits "nationaux") étaient des alliés possibles des jeunes partis communistes. Cette théorie fut la base du Front uni scellé (sur ordre de Moscou) entre le Guomindang et le Parti communiste chinois entre 1923 et 1927.

L'échec politique de cette alliance entraîna une remise en cause de la théorie socioéconomique qui l'avait fondée. Bien plus que la bourgeoisie de Shanghai et de Canton, c'est la force militaire et la capacité étatique du Guomindang qui s'étaient imposées. De là à raviver l'intérêt pour le mode de production asiatique, il n'y avait qu'un pas... qui fut franchi en particulier par Karl Wittfogel, sinologue et alors membre du Komintern. Sans entrer dans les détails de sa théorie, on peut rappeler son modèle de "bureaucratie hydraulique" qui, durant l'Antiquité chinoise, profitait de son pouvoir total pour réinvestir le surplus économique dans le financement de grands travaux utiles à la société. Les débats et les travaux sur le mode de production asiatique furent gelés par Staline au début des années 1930. Ayant rompu avec le communisme, Wittfogel poursuivit son enquête en établissant un lien fort, déterminant même, avec les grands programmes dictatoriaux de la planification communiste. Il apportait ainsi une pierre discutable mais intéressante à la genèse historique des États modernes et du non-capitalisme engendré par le pouvoir total de l'État industriel communiste, en URSS et en Chine, mais la société – et les capitalistes – avaient disparu de cette histoire.

Une Chine "jaune" peut en cacher une "bleue"

À ce stade de notre excursion dans les dédales des interprétations historiques, il faut absolument comprendre qu'un certain nombre de théories expliquant l'absence de capitalistes chinois décrivent une strate ancienne, pour ne pas dire antique, de l'État chinois et de ses rapports avec une société agraire peu développée. C'est un schéma qui peut certes avoir une certaine validité jusqu'en l'an 1000, lorsque l'État royal ou impérial se distingue par sa capacité à mobiliser le travail et à organiser la conscription et la corvée à grande échelle. Mais à partir de l'époque Song et surtout après le XVI^e siècle jusqu'à la fin du XIX^e siècle, une autre configuration socioéconomique se met en place, marquée par la spécialisation de certaines régions et par l'essor du commerce et des villes. Les échanges avec le monde extérieur se développent bien plus considérablement, notamment sur la façade maritime, que ne le prévoit une réglementation stricte mais débordée de toutes parts. Ouverte de facto, la Chine s'affirme alors comme une grande puissance au cœur des échanges économiques, culturels et savants dont les mers du Sud, où se croisent les flottes indiennes, arabes, perses, espagnoles, ou encore portugaises, deviennent le foyer. C'est ainsi qu'émerge une "Chine bleue", par opposition à une "Chine jaune", pour désigner une nation qui n'est pas seulement impériale, agraire, voire refermée sur elle-même, mais commerçante, maritime et moderne. Ces deux faces de la Chine coexistent, et se rencontrent sur de multiples interfaces, sans que soit remis en cause l'équilibre politique de l'Empire au bénéfice de la dyarchie dynastique et bureaucratique. Au contraire, à mesure que la société se transforme et évolue, se modernise, l'État bureaucratique devient de plus en plus omniprésent et sophistiqué.

Au début du XIX^e siècle, le potentiel économique et les richesses accumulées n'interdisaient pas, en théorie, le saut dans le capitalisme industriel... qui n'eut pas lieu faute de capitalistes. On ne peut davantage incriminer l'État, ni même la structure bureaucratique. Pour sortir de cette contradiction apparente, où l'économie se développe en même temps que se renforce le pouvoir étatique, il faut reconnaître l'existence d'une voie chinoise spécifique, où l'État contrôle de loin et, laisse le corps social s'auto-administrer. En effet, au XVIII^e siècle, lorsque les conquérants Qing ont pacifié le pays, s'affirme le choix d'une stabilisation des prélèvements fiscaux et son corollaire, non pas une administration composée de millions de fonctionnaires prêts à tout régenter et à tout contrôler, mais à peine 20 000 fonctionnaires civils pour environ 400 millions de Chinois au début du XIX^e siècle. En fait, l'État laisse les corps sociaux et le secteur économique privé se développer et s'administrer eux-mêmes, à condition de détenir les clefs du pouvoir politique. En exagérant, bien entendu, on peut dire que la période suivante, celle du libre commerce et des concessions imposés par les guerres de l'opium, se loge dans cette niche tout en l'élargissant : l'on se retrouve à la fin du XIX^e siècle face à cette situation assez extraordinaire où l'État chinois continue de régner sur une société capitaliste, sans avoir recours ni à la répression, qui est plutôt l'apanage du pouvoir politique actuel, ni à l'interventionnisme économique. Bien entendu, entre temps, l'État s'est considérablement affaibli, frappé de l'extérieur, mais de l'intérieur aussi par des vagues de

rébellion sociale. Il faudra d'ailleurs attendre les années 1870-1880, après la période des guerres de l'opium, pour que la bureaucratie prenne l'initiative, et décide d'investir dans l'industrie et la technologie, pour se défendre contre ses adversaires, donnant du même coup naissance en 1872 à la première entreprise moderne à capitaux mixtes, à Shanghai. Une entreprise à capitaux privés, et administrée par des fonctionnaires. La première entreprise d'un capitalisme bureaucratique.

C'est sur l'héritage de l'ancienne Chine jaune, en marge de ce capitalisme bureaucratique, que naît, au début du XX^e siècle, la bourgeoisie chinoise. Issue des lignages marchands présents depuis plusieurs générations dans les mers du Sud, la bourgeoisie investit dans les ports ouverts, et notamment à Shanghai. Ce véritable « âge d'or de la bourgeoisie chinoise¹ » que nous donne à penser Marie-Claire Bergère, au cours duquel se multiplient les investissements dans les entreprises de tissage de coton et de soieries durant les années 1910 à 1920, permet à la Chine de devenir une grande puissance exportatrice. On assiste alors à une véritable percée d'un capitalisme animé d'entrepreneurs privés, mais auxquels il manque une chose fondamentale : un État moderne. En effet, le drame de la modernisation chinoise au XX^e siècle, ce n'est pas tant la bureaucratie que la faiblesse de l'État. Après la chute de l'Empire, en 1912, il n'est plus que l'ombre de lui-même. Du milieu des années 1910 jusqu'à la fin des années 1920, le pays est en proie à un chaos de guerre civile, d'affrontements armés et de coalitions entre politiciens et généraux que l'on appelle les seigneurs de la guerre. À cette époque, Shanghai prospère, le capitalisme chinois prend son essor, mais il manque bien à la Chine un État moderne.

L'État chinois saura-t-il se réinventer ?

L'une des thèses que j'ai développées, c'est que l'État moderne chinois est le legs direct de la révolution maoïste. C'est évidemment très paradoxal, car la révolution maoïste n'avait absolument pas pour objectif de produire un tel résultat. Il n'empêche que la dynamique sociale créée par Mao reposait sur une mobilisation qui, faute de dynamiques d'ensemble spontanées et soutenues, exigèrent la création d'une puissante infrastructure politico-étatique. Dès les années 1930, et spécialement durant la période 1940-1950, des millions de cadres sont recrutés et investis de responsabilités politiques mais aussi administratives et territoriales. Et c'est là que la Chine a franchi le pas, en devenant un État moderne, avec un quadrillage territorial très dense, y compris dans ses territoires ruraux. Bien évidemment, Mao aura tout fait pour éviter que cet État ne se transforme en un État autonomisé au regard de son projet politique, un État dans lequel il voyait la chose d'un néo-capitalisme rouge, autrement dit révisionniste. Mais ses successeurs lui seront quelque peu infidèles : reprenant ces infrastructures et les modernisant, ils donneront, de proche en proche, naissance à une forme d'État de plus en plus banale. Un État qui, quoiqu'on en dise, ne se caractérise pas tant par son prétendu haut degré de corruption, mais bien par ses très banals arbitrages entre administrations et territoires. Bref, un État qui, comme ailleurs, gouverne, administre, redistribue et investit, en même temps qu'il continue d'être un parti-État.

On perd de vue la première réalité, celle de l'État-structure, quand on ne considère que la seconde, celle de la forme politique, pour déplorer l'absence de démocratie. Dans la différence se glissent les réformes post-Mao et le capitalisme d'État dont nous parlons. Et c'est à ce stade qu'il faut en venir à une histoire plus immédiate.

Afin de lancer la discussion, j'aimerais éclairer cette histoire en partant d'un fait majeur. Depuis les années 1980, la mise en place des mécanismes du marché et des formes capitalistes de l'économie s'est faite dans le cadre d'une transformation des structures de l'État. Dans un premier temps, au cours des années 1980, la sortie des structures socialistes a provoqué le recul de celles de l'État. Mais dans un second temps, et tandis que se poursuivait le mouvement de déplanification et de "décollectivisation", une véritable stratégie de *state building* s'est imposée qui a considérablement renforcé l'État central.

¹ Marie-Claire Bergère, *L'âge d'or de la bourgeoisie chinoise*, (Flammarion, 1986).

Au début des années 1990, la décollectivisation rurale redonne aux familles paysannes la prérogative de l'exploitation du sol tandis que la propriété, demeurée collective, va devenir une ressource essentielle des gouvernements locaux au cours de la dernière décennie. Entre temps, ces mêmes gouvernements ont industrialisé certaines régions périurbaines de la côte, notamment au contact des Zones économiques spéciales ouvertes dans le Sud dès le début des années 1980. Le nouveau modèle d'industrialisation se développe à la périphérie du système socialiste (qui évolue beaucoup plus lentement dans les villes), en liaison avec les premières étapes de la redistribution économique mondiale (le modèle de croissance est basé sur l'assemblage et l'exportation, ou plutôt la réexportation). À de rares exceptions près (comme dans la région de Wenzhou), il est surtout la chose non pas d'investisseurs privés mais des autorités locales, qui y investissent les ressources collectives et leur savoir-faire sinon managérial, du moins organisationnel et compétitif (acquis et perfectionné sous Mao). L'émergence et le développement très rapides de ce secteur non étatique (au sens chinois du terme : ne relevant pas des autorités centrales, ni du budget et du plan d'État) ne mettent pas en place un capitalisme face à l'État socialiste : l'État évolue... mais en acceptant, en son sein, une sorte de dualité, qui permet tout à la fois de contourner les pesanteurs et résistances du modèle social urbain et de rallier au *new deal* économique les ex-cadres du collectivisme : Deng Xiaoping a heurté les réformistes conservateurs, comme Chen Yun, en offrant aux cadres ruraux le transfert économique de leur ancienne capacité politique, et en acceptant les conséquences. Enrichissement, affairisme, corruption, arbitraire minent les bases du système et ne compteront pas pour rien dans la vague de mécontentement de 1989, tandis que les paysans délivrés des communes populaires, et les ruraux migrants enrôlés dans les nouvelles industries périurbaines, se dressent, parfois de façon violente, contre leurs nouveaux maîtres.

Nous entrevoyons ici la nature duale, presque toujours passée sous silence, de la nouvelle réalité du capitalisme d'État en Chine : ce quasi-compromis historique avec la base politico-administrative héritée du système maoïste qui constitue le socle réformiste des années 1980 a perduré au cours des années 1990-2000 en dépit des politiques de *state building* qui ont achevé la décollectivisation dans les villes et restructuré le rapport de l'État à l'économie.

Entre temps, les conservateurs mettent à profit la crise de 1989 (qui contraint Deng Xiaoping à s'appuyer sur eux) : ils tentent de sauver le modèle socialiste, encore présent dans les villes, tout en faisant rentrer dans le rang l'excroissance "sauvage" qui défigure la Chine (littorale) du Sud. Leur modèle est celui de la grande industrie, de la haute technologie et de la gouvernance rationnelle et morale. Ils oublient cependant une chose importante : le principal pourvoyeur d'emplois en Chine à l'époque, en dehors de l'État qui a créé de nombreux postes de fonctionnaires, c'est précisément ce secteur dit "non étatique", ce secteur qui échappe à la planification. Or, la crise de Tian'anmen, et l'effondrement du bloc soviétique, se déroulent sur le fond d'une grave récession économique en Chine. Loin des promesses high-tech, l'emploi (à vie) des salariés urbains est en danger. Entre 1990 et 1992, Deng Xiaoping fait comprendre à ses encombrants alliés que le régime ne se sauvera qu'en activant le modèle économique qui crée des emplois en nombre suffisant.

La bataille de la nouvelle économie est gagnée en vue du terrain social urbain, peu ou prou épargné par les réformes des années 1980. Deng Xiaoping parvient à politiser son avantage en 1992-1994 : un nouveau modèle économique-étatique voit le jour. Ce n'est pas de prime abord la propriété privée qui en est le symbole et l'opérateur principal, mais la proclamation de la logique de marché en tant que mode de transaction prépondérant entre les acteurs, qu'ils soient publics ou privés. Autrement dit, c'est l'irruption du règne de l'argent. Tout à coup, tout devient négociable. On se retrouve dans un modèle proche de l'économie de marché mais qui, de par ses racines idéologiques marxistes, serait plutôt celui d'une économie de la marchandise. En même temps, l'espace de pouvoir économique perdu par l'État central au moment de la déconstruction de l'héritage maoïste (durant les années 1980) est reconquis grâce à une recentralisation fiscale drastique et à une réforme des circuits bancaires – l'une et l'autre destinées à doter le pays d'une régulation macroéconomique désormais indispensable (l'inflation et le surinvestissement dérapent dès la fin des années 1980) tout en s'efforçant de

contrôler les féodalités locales. La reconstruction des capacités d'intervention du pouvoir central va de pair avec la réaffirmation de son rôle dans la rétrocession (et le contrôle) de Hong Kong, et dans la mise en œuvre de gigantesques programmes de développement destinés à désenclaver et à moderniser les territoires de l'intérieur.

Par ailleurs, les entreprises d'État ne sont pas privatisées. Elles deviennent des entités économiques qui sont des propriétés d'État déchargées de leur ancienne fonction sociale.

La capacité fiscale reconquise et le repositionnement économique de l'État central permettent d'envisager la stratégie de grande puissance économique haut de gamme qui a soudé le compromis des années 1990, tout en laissant exister le secteur non étatique, faiseur d'emplois sous-payés et de bénéficiaires captifs (il devient alors la tête de pont du nouvel "atelier du monde"). L'investissement dans l'armée, dans les grandes infrastructures, dans le high-tech et dans la recherche et développement suivent une courbe ascendante, mais également la recapitalisation des banques (d'État) et des firmes, écrasées de mauvaises dettes bien avant la crise de 2008 (qui a déclenché un plan de sauvetage et de relance dont le gigantisme dit l'énormité du problème).

Le capitalisme chinois est donc, pour l'essentiel, une création de l'État et il marche sur deux jambes. La contribution des étrangers, et plus encore celle de la diaspora, ne sont pas négligeables, mais cette réalité venue de l'histoire ancienne et immédiate est déterminante aujourd'hui. Elle explique les succès, elle dessine les fragilités. Les deux voies qui me semblent envisageables sont, d'une part, le capitalisme high-tech et, d'autre part, le capitalisme *low tech*. Ce clivage est une réalité de la Chine qui me semble plus fondamentale que l'opposition supposée entre capitalisme d'État et capitalisme privé. Cette réalité ne tient pas à une structure innée du capitalisme en Chine, mais bien au profil de la refonte de l'État post-maoïste. Avec les provinces, et plus encore avec les gouvernements locaux, on découvre un deuxième niveau de l'État, celui des territoires, qui disposent d'une autonomie financière désormais contrainte sur le plan fiscal et bancaire, mais qu'ils savent conforter en mettant de facto la main sur le bien le plus indispensable à la forte croissance du pays : le foncier. Si l'on considère, comme je le fais, que les réformes économiques post-maoïstes sont en réalité une phase de la construction de l'État moderne chinois post-impérial, et désormais post-révolutionnaire, on ne peut manquer de conclure qu'à ce stade le clivage historiquement significatif n'intervient pas entre le système bureaucratique subsistant et la nouvelle bourgeoisie, mais entre l'État et lui-même. On oublie souvent que l'État, tel qu'il s'est restructuré, est un État faible, parce que l'on confond la capacité étatique et le caractère autoritaire de sa forme politique. Bien entendu, la société se modernise, de nouvelles élites professionnelles, une nouvelle *middle class* urbaine accompagnent de leur essor celui de la nouvelle économie. Beaucoup d'observateurs y voient le ferment d'une possible démocratisation. Quelles que soient ses chances, celle-ci ne serait assurément pas l'œuvre d'une bourgeoisie capitaliste !

La question politique est évidemment fondamentale, mais n'oublions pas celles du modèle socioéconomique et celle du modèle d'État. Le pouvoir s'emploie à les résoudre en trouvant un second souffle pour la croissance, en préparant le renversement de la pyramide des âges et en activant la réforme de l'État (sans démocratie, bien entendu). Les deux questions – celle de l'État et celle de l'économie – sont encore séparables aujourd'hui. Ce qui explique, pour partie, le fait que la question politique n'explose pas. Qu'en sera-t-il demain ?

DÉBAT

Un intervenant : *Vous avez fait le portrait de gens extrêmement avisés, prudents et pragmatiques. La Chine a pourtant été le théâtre d'une révolution culturelle d'une extrême violence, qui a mis à jour le clivage historique qui existe entre les lettrés et les autres. Ma question est simple : comment un peuple aussi intelligent a-t-il pu se laisser entraîner par Mao ?*

Yves Chevrier : Vous mettez l'accent sur le trou noir du XX^e siècle, qui nécessiterait une analyse historique en long. Une explication est que, par rapport à Staline par exemple, Mao a fait de l'engagement de chacun dans la chose publique et de l'édification d'un État totalitaire le vecteur même de la révolution. Il n'a pas voulu régner sur la révolution, par la police ou la terreur, il a au contraire choisi de régner par la révolution. Et s'il a su régner avec une telle efficacité, avec une telle violence, c'est qu'il a réussi à retourner le système chinois, et notamment l'école, contre lui-même. Il ne faut pas oublier que les gardes rouges, qui constituaient son bras armé, n'étaient pas du tout issus des classes paysannes, mais au contraire de l'élite, qu'il a habilement réussi à instrumentaliser. Y eut-il des résistances ? Bien sûr. À la base, et plus tardivement au sommet du pouvoir. Un moment clef est l'après-Grand Bond en avant. Avec l'irruption de la famine, en 1960-1961 qui va condamner des millions de personnes dans les campagnes, une autre voix émerge au sein du Parti : les pragmatiques. Un vieux maoïste comme l'est Deng Xiaoping, dit en substance : « *ça suffit !* » L'économie a des lois qui ne sont pas celles de l'idéologie. De là son fameux apologue sur la couleur du chat : ce n'est pas elle qui importe mais qu'il attrape la souris. À partir de cette époque, un clivage apparaît entre les ultra-maoïstes, qui ne cessent de relancer les campagnes politiques, et une relève politique et militaire qui s'affirme comme une réserve auprès des petits cadres et de la population. Si le changement initié par Deng Xiaoping a pu se faire, c'est qu'il bénéficiait d'un soutien populaire affirmé de longue date, et manifesté dès 1976, lorsque la place Tian'anmen fut pour la première fois envahie par une population révoltée. Incarnant l'espoir d'un peuple tout entier, cette relève s'est naturellement orientée vers des réformes en faveur du bien-être par le retour à la paix civile d'abord puis par la croissance économique. Il n'y avait pas dans l'espérance suscitée par la relève une attente démocratique. Ceux qui la formulent sont isolés. Ils sont rejoints par des mécontents de tous poils en 1989, mais Deng Xiaoping a pu réactiver ce pacte non écrit de 1978-1979 après 1989. C'est peut-être cette différence qui explique la réussite de Deng Xiaoping et le relatif échec de Gorbatchev, sans compter le contournement des obstacles et adversaires urbains du *new deal* denguiste, là où Gorbatchev a pris d'assaut un mur d'intérêts socioéconomiques et une muraille politique.

Un drôle de capitalisme

Int. : *Tout le monde constate l'importance des investissements économiques chinois, et l'émergence de grands champions nationaux à dimension mondiale comme alibaba.com. Il est pourtant difficile de savoir quelle est l'origine des capitaux. Quelle est l'influence de l'État dans le développement du secteur privé ?*

Y. C. : L'existence de quelques très grandes entreprises privées ne doit pas être l'arbre cachant la forêt. Aujourd'hui la plupart des anciennes entreprises d'État sont devenues des acteurs du secteur privé, et cela, qu'il s'agisse des grandes aciéries, des usines chimiques, des manufactures de textile, mais également des petites entreprises. Mais, et c'est là le tour de passe-passe, l'État reste le principal actionnaire pour l'essentiel du parc industriel et financier. Et c'est à une agence du gouvernement central créée en 2003 qu'est confiée la gestion de ces participations, sinon des entreprises. La situation pourrait donc être rapprochée de celle de la France des années 1980, lorsque de grandes nationalisations ont été décidées. À ce titre, je me rappelle très bien le flux de délégations chinoises qui venaient nous poser des questions à la Maison des sciences de l'homme, et que l'on renvoyait presque systématiquement vers l'administration.

Int. : *Dans quelle mesure les investisseurs étrangers ont-ils contribué et continuent-ils à contribuer aux transformations de la Chine ?*

Y. C. : Si l'influence de l'État reste élevée, l'impact des investisseurs étrangers est certain. Mais n'oublions pas que l'un des principaux investisseurs étrangers depuis les années 1980-1990, c'est la diaspora chinoise elle-même. Son rôle s'est avéré d'autant plus déterminant qu'elle n'a pas seulement investi financièrement, mais qu'elle a également apporté ses techniques et ses pratiques, bref apporté sa matière grise, et cela à plusieurs niveaux. Elle ne s'est en effet pas contentée d'apporter son savoir-faire managérial. Elle est aussi à la base du nouvel environnement juridique du pays, ce qu'on appelle l' "État légal". À ce niveau, il faut préciser que l'influence extérieure est également passée par les ONG. Il n'est pas rare de trouver dans les provinces, des organisations qui évangélisent sur la bonne gouvernance et font d'ailleurs des études de terrain très intéressantes sur la manière de faire des affaires d'une manière correcte, ce qui renseigne, en creux, sur la corruption.

Int. : *J'ai été très intéressé par l'idée que la bureaucratie chinoise avait su se renforcer en récupérant l'élite marchande. Cela m'a rappelé deux choses : d'une part, l'analyse du "miracle hollandais" par Alain Peyrefitte, qui décrivait la nécessité d'un pouvoir politique lié aux milieux d'affaires, et d'autre part, l'idée de Fourier, selon laquelle seuls les chefs d'entreprise, conscients des problématiques concrètes, devraient pouvoir gouverner.*

Y. C. : Au fond, les Chinois ne sont-ils pas en train de comprendre cela ? Je m'appuie sur le travail d'observation participante réalisé récemment par l'une de mes anciennes doctorantes, Émilie Tran, dans l'École du parti à Shanghai. Elle a constaté que la formation de la future élite se compose, à peu près à part égale, de cours traditionnels centrés sur la théorie communiste, et de cours plus "libéraux" dispensés par les meilleurs experts mondiaux. Les élèves s'interrogent ainsi sur leur action publique, en se demandant par exemple ce que pourrait être un communisme sans perspective révolutionnaire, tout en multipliant les stages en entreprise. Un peu comme nos énarques, ou comme les mandarins du XVII^e-XVIII^e siècles, ils sont capables de fonctionner sur les deux tableaux. Dans la logique de développement high-tech nécessaire à son statut de grande puissance, la Chine développe une élite digne d'une grande puissance, à la fois ouverte sur le monde, mais qui n'est pas autonome par rapport au pouvoir. De ce point de vue, comme il y avait dans la France de Louis Philippe une tentative de monarchie bourgeoise, reposant sur un consensus post-révolutionnaire mais non-démocratique au niveau des élites socioéconomiques, on a peut-être affaire en Chine à un communisme bourgeois. Ce qui n'empêche pas certains d'envisager une institutionnalisation politique de la diversité sociale qui ne passerait pas toute entière par le PCC (Parti communiste chinois) : il y a une opposition démocratique, mais aussi une critique libérale de la situation actuelle, même si nombre de libéraux tablent sur un État fort. La démocratie évoque non seulement le désordre, mais aussi le spectre maléfique du maoïsme. Cela dit, si la Chine a préféré Deng Xiaoping, et s'est inscrite dans un profond mouvement de dépolitisation et de libéralisation, des protestations, des contestations se font jour de tous côtés, notamment via internet, et, selon certains, réinventent la démocratie et la revendication démocratique. De son côté, le Parti et les élites qui lui sont liées ne semblent pas envisager une métamorphose institutionnelle sur le modèle du Parti libéral démocrate au Japon, ou encore du Guomindang à Taïwan. Quoiqu'il en soit, l'enjeu est bien pour le Parti de savoir comment absorber la diversité sociale et comment se gouverner lui-même.

Une mission : rayonner

Int. : *Votre exposé abandonne volontairement la dimension culturelle, pour mieux faire ressortir les transformations du monde chinois. Cela nous amène à constater l'émergence des provinces. Mais je me demande si, en abandonnant votre point de vue d'historien pour celui de l'anthropologue, on ne peut pas faire de l'éclatement régional l'un des traits récurrents de l'aire culturelle chinoise.*

Y. C. : Quand un jonc a été plié dans un sens, disait Mao, il faut, pour le redresser, le plier dans le sens contraire. On a fait beaucoup de culturalisme à propos de la Chine, et c'est pourquoi je me suis permis de laisser la culture de côté. Cela ne veut pas dire que je nie la mosaïque et la diversité culturelle chinoise. Ce n'est pas un hasard si la plupart des capitalistes "familiaux" sont originaires d'une région en particulier : Wenzhou. Depuis très longtemps, on y fonctionnait en effet en dehors de l'influence bureaucratique des gouvernements locaux. Ce n'est pas non plus un hasard si les Zones économiques spéciales ont été positionnées par Deng Xiaoping dans le Sud. On se souvient que c'est le cœur du développement historique de la "Chine bleue" ; que des marchands étrangers et notamment taïwanais ou musulmans y sont implantés depuis des générations. Finalement, je dirais que l'on retrouve aujourd'hui cette même manière, qui était celle du mandarin impérial, consistant à articuler le niveau impérial, le niveau local, mais également le cosmopolitisme. Au-dessus de l'Empire, au sens particulier du pays ou de la Dynastie (*guo* en chinois prémoderne), régnait le Ciel, ou plutôt, au sens universel, l'ordre institué sous le Ciel (*tianxia*), autrement dit l'Univers Civilisé, ou l'Empire-monde (la civilisation). Si l'empire chinois se considérait comme la terre civilisée sous le Ciel, il avait aussi l'ambition de faire rayonner la civilisation sur la terre toute entière. Et cette ambition, elle existe encore. Il y a certes ce désir partagé par toutes les élites chinoises de s'enrichir, mais on y trouve conjoint cette ambition de renouer avec le cosmopolitisme et de faire de la Chine un État plus égal que les autres. Et cela peut d'autant mieux se comprendre en France, où l'on se veut toujours l'incarnation d'un certain universalisme républicain...

Présentation de l'orateur :

Yves Chevrier : historien et sinologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), où il a longtemps dirigé le Centre Chine ; auteur notamment de *Mao et la révolution chinoise* (Casterman-Giunti, 1993) et, en 2010, coresponsable de *Citadins et citoyens dans la Chine du XX^e siècle* (Éditions de la Maison des sciences de l'homme) ; il est délégué scientifique à l'AÉRES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) pour les SHS sciences humaines et sociales).

Diffusion janvier 2012